

Rezension = Recension

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Kriminologisches Bulletin = Bulletin de criminologie**

Band (Jahr): **27 (2001)**

Heft 1

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REZENSION / RECENSION

BALMELLI Tiziano

Le financement des partis politiques et des campagnes électorales – Entre exigences démocratiques et corruptions

Editions Universitaires, Fribourg (Suisse), 2001, 412 pages.

Cet ouvrage constitue la publication de la thèse que Tiziano BALMELLI a soutenue avec succès (et mention d'excellence) à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg. L'auteur y présente les résultats de ses recherches sur le financement de la vie politique, en situant cette question dans le cadre des relations entre l'exercice des droits politiques, la politique institutionnelle, les transactions économiques et les liens avec la corruption (BALMELLI a d'ailleurs collaboré à une vaste recherche menée en Suisse sur le thème de la corruption et dont la démarche et les résultats sont présentés dans l'ouvrage suivant: QUELOZ N., BORGHINI M., CESONI M.-L., *Processus de corruption en Suisse*, Bâle/Genève/Munich, Helbing & Lichtenhahn, 2000). Il faut d'emblée souligner que l'auteur prend heureusement ses distances à l'égard du conformisme qui domine trop souvent les débats officiels autour de ces sujets. Il a ainsi entrepris des recherches de droit et de politique comparées, pour analyser de manière critique et dans une approche interdisciplinaire les expériences et les enseignements de divers pays européens en ces domaines, principalement l'Allemagne, la France et la Suisse.

En étudiant plus spécialement la question du financement des partis et des campagnes électorales, l'auteur nous offre également une bonne analyse de la corruption politique dans les principaux pays d'Europe occidentale, cette dernière n'étant que l'inexorable reflet de l'échec des modes de régulation jusqu'ici mis en oeuvre en matière de financement de la vie politique. Même si l'intention principale de BALMELLI n'est pas de dresser un réquisitoire contre les partis politiques, il a toutefois établi, pour 9 pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Royaume-Uni et Suisse), une sorte d'acte d'accusation richement documenté qui démontre – pour qui pourrait encore en douter – le rôle de plaque tournante ou d'interface obligée que jouent les partis

politiques (toutes tendances idéologiques confondues) entre les milieux économiques et les responsables politiques et administratifs de ces États.

L'expérience des divers pays démocratiques montre que, très souvent, l'utilisation de moyens financiers considérables joue un rôle central dans la compétition pour la conquête et la conservation du pouvoir politique. Or, un système dans lequel la disponibilité d'argent risque de devenir le principal facteur de création du succès électoral génère trois problèmes fondamentaux pour la démocratie:

- d'une part, l'explosion des coûts de la vie politique renforce considérablement la tendance vers une *dérive ploutocratique et censitaire*. L'égalité des chances politiques (déjà relative) est ici fortement ébranlée par des facteurs de nature économique ou patrimoniale;
- d'autre part, la spirale des coûts de la vie politique représente une grande *source de corruption*, car les acteurs politiques qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires doivent se les procurer, d'une manière ou d'une autre, s'ils veulent rester compétitifs sur le «marché électoral». Il y a là un terrain fertile aux conflits d'intérêts publics et privés et aux collusions de pouvoirs.
- En outre, ce phénomène entraîne une *dégradation générale des processus démocratiques*. En effet, des campagnes électorales dominées par des formes de propagande de nature purement commerciale et réductrice relèguent au dernier plan le véritable débat public autour des problèmes de société et des propositions en vue de leurs solutions.

A travers l'analyse de ces situations concrètes, BALMELLI montre que les mécanismes institutionnels classiques de contrôle ne fonctionnent pas – ou du moins pas complètement – lorsqu'il s'agit, pour un État, de se doter des instruments législatifs visant à rendre transparentes les relations entre pouvoirs politiques et économiques. En effet, ces lois ou leurs révisions successives sont souvent adoptées dans l'urgence, en période de crise et suite à de nouvelles affaires qui mettent à mal la classe politique; et surtout, les premiers destinataires de ces règles (forcément restrictives de certaines libertés et créatrices de nouveaux devoirs) sont ceux-là mêmes qui doivent les façonner et les voter, à savoir les responsables politiques et les parlementaires qui agissent comme *juges en leur propre cause*, bien peu enclins à réduire les avantages et privilèges de leur caste. Cette réalité explique grandement l'inefficacité manifeste des législations adoptées jusqu'à ce jour dans les divers pays démocratiques.

L'auteur constate en particulier que le généreux *financement public* des partis politiques n'a jamais mis fin à la corruption politique, étant donné

que, le plus souvent, cette forme de financement est venue simplement s'ajouter à des sources d'argent occultes, mais sans tarir ces dernières qui restent nécessaires pour tenter de devancer les adversaires dans la course aux dépenses électorales. Paradoxalement, l'important afflux d'argent public dans les caisses des partis politiques provoque des effets pervers considérables, dans la mesure où il pousse fortement à la hausse le prix que les groupes d'intérêts et les entreprises doivent payer, dans la clandestinité ou par des voies détournées, pour s'assurer les faveurs des responsables politiques. De plus, cet afflux de fonds publics dans les caisses des partis contribue à la constitution d'une *classe politique* puissante et toujours plus éloignée des citoyens, ainsi qu'à l'attisement de la spirale des dépenses électorales. D'où la nécessité, impérative et pressante, d'imposer par la loi une sévère *limitation des coûts de la vie politique* – donc des *dépenses électorales* autorisées – comme condition prioritaire et indispensable de toute intervention législative efficace en ce domaine (L'expérience française de régulation du financement des partis politiques est récente (lois de 1988, 1993 et 1995): l'aide publique aux partis y est devenue massive et le plafonnement des dépenses électorales y a été introduit. Mais cette limite a presque aussitôt été déjouée par le système des dépenses liées aux très nombreuses autres activités des partis, notamment celles qui ont trait à la gestion des municipalités et par une utilisation détournée à des fins nationales de fonds provenant du Parlement européen...).

Cette proposition constitue le cœur même du message de BALMELLI: en raison de la distance toujours plus grande entre les citoyens, les partis et les élus, le système démocratique ne conserve souvent plus que les formes apparentes de la libre expression de la volonté populaire; il est devenu ritualiste et a été vidé peu à peu de sa substance idéale. Il s'agit donc de contenir le poids et les rôles de la classe politique dans la société, afin de favoriser des formes de *participation directe des citoyens* aux processus décisionnels publics, en tirant un meilleur parti des ressources de la *société civile* tout entière, pour garantir à nouveau la dignité des processus d'expression de la volonté populaire.

En conclusion, l'auteur analyse dans cet ouvrage avec beaucoup de finesse une question fondamentale du système démocratique: *quels sont les coûts raisonnables de la vie et des appareils politiques ?* Il y a dans son travail quelques magnifiques passages de philosophie politique, juridique et sociale. Les bases du contrat social en vue de la poursuite de l'intérêt général y sont clairement posées ou rappelées et l'auteur y fait preuve d'intelligence et d'une belle maturité, à la fois politique et scientifique. Nul doute que ce livre intéressera non seulement les milieux universitaires

(notamment en droit, sciences politiques, sociologie), mais également tous les citoyens et citoyennes préoccupés par la dérive des partis et responsables politiques ainsi que par la façon dont la plupart de ces derniers trahissent tout idéal collectif dès que miroite la moindre perspective d'enrichissement personnel.

Nicolas Queloz